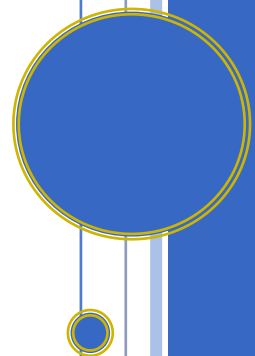


RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Association AU PAYS DES LUTINS

**COMPAGNIE FIDUCIAIRE D'AUDIT
Alain MARCHAND
Commissaire aux comptes
H2A & CRCC COLMAR
35, Avenue d'Alsace 67116 REICHSTETT**

Exercice clos le 31/12/2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les comptes annuels

ASSOCIATION
AU PAYS DES LUTINS
2A Rue de la Grange Dimière – 67370 SCHNERSHEIM
SIREN : 441 533 866

Aux membres,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **AU PAYS DES LUTINS** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

.../...

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du **1^{er} janvier 2024** à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations – Points clés de l'Audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice ainsi que les réponses que j'ai apporté pour faire face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés notamment de la réalité et de la valorisation des actifs immobiliers comptabilisés au cours de l'exercice.

IV. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de

comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la association ou de cesser son activité.

VI. Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mulhouse, le 30.04.2025

Le Commissaire aux Comptes
Alain MARCHAND



BILAN ET COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIF

AU PAYS DES LUTINS

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 295	3 295				
Immobilisations corporelles						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	16 376	14 778	1 598	1,35	1 967	1,79
. Autres immobilisations corporelles	22 972	21 901	1 071	0,90	100	0,09
Immobilisations financières						
. Autres	15		15	0,01		
TOTAL (I)	42 658	39 974	2 684	2,26	2 067	1,88
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 122		6 122	5,16	2 175	1,97
. Autres	45 241		45 241	38,14	33 811	30,69
Disponibilités	64 569		64 569	54,44	72 130	65,46
TOTAL (II)	115 931		115 931	97,74	108 116	98,12
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	158 589	39 974	118 615	100,00	110 183	100,00

AU PAYS DES LUTINS

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	20 651	17,41	20 651	18,74
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
. dont réserves sous gestion propre				
Report à nouveau	67 860	57,21	69 239	62,84
. dont report à nouveau sous gestion propre				
Excédent ou déficit de l'exercice	2 682	2,26	-1 379	-1,24
. dont résultats sous gestion propre				
. dont résultats des activités sociales et médico-sociales				
Situation nette (sous total)	91 193	76,88	88 511	80,33
Subventions d'investissement	2 082	1,76	1 328	1,21
TOTAL (I)	93 275	78,64	89 840	81,54
FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
TOTAL (III)				
DETTES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 756	5,70	6 164	5,59
Dettes fiscales et sociales	18 584	15,67	14 179	12,87
TOTAL (IV)	25 340	21,36	20 344	18,46
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	118 615	100,00	110 183	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

AU PAYS DES LUTINS

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	900		900			0,00
Ventes de biens et services						
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales						
- Ventes de prestations de services	60 666		45 599		15 067	33,04
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation sociales et médico-sociales	163 713		136 582		27 131	19,86
- Ressources liées à la générosité du public						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	4 190		976		3 214	329,30
Autres produits	8		8			0,00
Total des produits d'exploitation (I)	229 477		184 065		45 412	24,67
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	36 289		34 440		1 849	5,37
Impôts, taxes et versements assimilés	3 956		3 711		245	6,60
Salaires et traitements	156 855		137 333		19 522	14,22
Charges sociales	38 078		22 003		16 075	73,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 613		1 353		17 260	N/S
Autres charges	11		8		3	37,50
Total des charges d'exploitation (II)	253 803		198 850		54 953	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-24 326		-14 785		-9 541	-64,52
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres intérêts et produits assimilés	1 733		1 919		-186	-9,68
Total des produits financiers (III)	1 733		1 919		-186	-9,68
CHARGES FINANCIERES:						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 733		1 919		-186	-9,68
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-22 592		-12 866		-9 726	-75,58
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion	4 985		10 065		-5 080	-50,46
Sur opérations en capital	20 289		1 423		18 866	N/S
Total des produits exceptionnels (V)	25 274		11 487		13 787	120,02
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	25 274		11 487		13 787	120,02
Total des produits (I + III + V)	256 484		197 471		59 013	29,88

AU PAYS DES LUTINS

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	253 803		198 850		54 953	27,64
EXCEDENT OU DEFICIT	2 682		-1 379		4 061	294,49
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales						
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature	25 500		25 500			
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL	25 500		25 500			
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services	25 500		25 500			
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL	25 500		25 500			

ANNEXE LEGALE

PREAMBULE

Crée en 1998, la crèche "Au Pays Des Lutins" est située à côté de la mairie de Schnersheim et accueille des enfants de 2 mois à 6 ans. La crèche parentale au pays des lutins accueille 17 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans encadrés par 7 professionnelles.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 118 614.89 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 2 681.62 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 03/03/2024 par les dirigeants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	3 295			3 295
Immobilisations corporelles	20 588	19 214	455	39 347
Immobilisations financières		15		15
TOTAL	23 883	19 229	455	42 658

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 295			3 295
TOTAL I	3 295			3 295
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	11 394	3 839	455	14 778
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	5 281	14 354		19 636
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	1 846	420		2 265
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	18 521	18 613	455	36 679
TOTAL GENERAL (I+II)	21 816	18 613	455	39 974

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	6 102	6 102	
Autres créances	45 241	45 241	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	51 342	51 342	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	43 256
Autres produits à recevoir	1 985
TOTAL	45 241

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	20 651				20 651
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	69 239	-1 379			67 860
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 379		4 061		2 682
Dont générosité du public					
Situation nette	88 511	-1 379	4 061		91 193
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 328		2 082	1 328	2 082
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	89 840	-1 379	6 143	1 328	93 275
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice	1 379	
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		
SOLDE	1 379	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	6 756	6 756		
Dettes fiscales et sociales	18 584	18 584		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	25 340	25 340		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	3 894
Dettes fiscales et sociales	7 049
Autres dettes	
TOTAL	10 942

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels**

	Net
Produits exceptionnels	20 289
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	4 985
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	20 289

AUTRES INFORMATIONS

Nature et évaluation des contributions volontaires

Convention d'occupation des locaux entre l'association crèche parentale "Au Pays des Lutins" et la Communauté de Communes du Kochersberg : l'avantage en nature alloué représente un montant de 25 500 Euros (157.11 M2 de surface bâti).